

A maints égards, la performance de l'économie canadienne au début des années 80 s'est révélée inférieure à ses niveaux précédents. Par exemple, le produit national brut réel (PNB), c'est-à-dire la valeur (corrigée de l'inflation) de tous les biens et services produits, s'était accru au taux annuel moyen de 4,7 % entre 1960 et 1979, mais il n'est parvenu à progresser qu'au rythme annuel moyen de 0,8 % entre 1980 et 1983. Le taux de chômage a atteint la barre des deux chiffres en 1982 et 1983, soit le double du taux qui régnait à la fin des années 60 et au début des années 70. Une autre caractéristique de l'économie canadienne dans les premières années 80 résidait dans sa volatilité accrue. Elle est entrée en récession au cours des deux premiers trimestres de 1980, elle s'est redressée du milieu de l'année 1980 au milieu de l'année 1981, mais seulement pour replonger dans une récession plus aiguë qui a duré jusqu'aux derniers mois de 1982. En 1983, l'économie canadienne a de nouveau manifesté des signes de reprise. A titre de comparaison, il convient de rappeler qu'au cours de la période allant de 1960 à la fin de 1979 on a observé aussi deux récessions et deux reprises. En ce qui concerne les aspects plus encourageants, il faut signaler que même si l'inflation a atteint de très hauts niveaux au début des années 80, elle est tombée, dès 1983, à son plus bas taux depuis 1972. Dans la mesure où certains problèmes de la performance économique du Canada au début des années 80 résultaient du niveau élevé de l'inflation durant les dernières années 70 et les premières années 80, le comportement amélioré de l'inflation en 1982 et 1983 pourrait bien être de bon augure pour l'économie canadienne du milieu à la fin des années 80.

23.1 Regard sur les années 70

Expectative d'une poussée inflationniste croissante. Pour se faire une idée des causes du comportement de l'économie canadienne dans les premières années 80, il est utile d'examiner quelques-uns de ses éléments clés dans la période 1973-79. Après s'être maintenu sous la barre des 5 % pendant les années 60 et le début des années 70, le taux annuel d'inflation, mesuré par l'indice des prix à la consommation (IPC), a grimpé au niveau des deux chiffres en 1974 et 1975. Bien que le taux d'inflation ait fléchi quelque peu dans la période 1975-76, il n'est pas tombé au-dessous de 7 %. Même à son point

le plus bas du milieu des années 70, il était encore plus élevé qu'au cours des années 60 et des premières années 70. A mesure que l'inflation augmentait, le public s'attendait de plus en plus qu'elle se maintienne à des niveaux élevés. L'un des domaines les plus notables où une hausse du taux d'inflation suscitait des craintes grandissantes était celui des prix de l'énergie. La création de l'OPEP, jointe à la tension politique au Moyen-Orient et au malaise généralisé provoqué par le risque que les approvisionnements mondiaux d'énergie ne puissent répondre à la demande, semblait indiquer que les prix du pétrole continueraient de progresser à un rythme plus rapide que le taux courant de l'inflation. Étant donné que l'énergie est un important facteur de production, on s'attendait dans presque tous les milieux que l'escalade des prix du pétrole maintienne le taux général d'inflation à de hauts niveaux. La pénurie qui se produisait dans le cas de nombreuses matières premières a fait naître une psychologie «d'accumulation secrète de stocks» qui, à son tour, a provoqué une explosion des prix des marchandises en 1973-74. Après une certaine atténuation des pressions inflationnistes dans la vague de récession de 1974-75, les prix des marchandises se sont de nouveau mis à grimper abruptement vers la fin des années 70.

La demande globale. De 1977 à 1979, les taux de rémunération n'ont généralement pas suivi le rythme d'accroissement de l'inflation mesuré par l'IPC. Une partie du problème que posaient les rémunérations réelles (c'est-à-dire les rémunérations corrigées de l'inflation) a résidé dans une détérioration continue de la productivité, que mesure le rendement par travailleur (tableau 23.3). Le fléchissement des taux de rémunération réelle a contribué à restreindre la croissance des dépenses de consommation. A partir de 1977, la croissance de ces dépenses est demeurée nettement au-dessous des niveaux qui avaient caractérisé les expansions économiques précédentes. Outre le repli des salaires réels, les taux d'intérêt ont commencé à s'élever vers des niveaux qu'ils n'avaient pas connus dans les années 60, non plus qu'au début des années 70. Ces facteurs ont contribué à un recul constant de la construction résidentielle dans les années qui ont suivi 1976.

Une poussée des dépenses dans le domaine de la construction non résidentielle et dans celui des machines et du matériel a soutenu jusqu'à un certain